

Les Salvadoriens disent NON à l'exploitation minière, OUI à la vie



Par María Josefina Arce

Au Salvador, la société civile n'arrête pas ses actions de rejet de la loi sur les mines métalliques, adoptée en décembre dernier par l'Assemblée législative sur proposition du président Nayib Bukele, qu'une grande partie de la population considère comme néfaste pour la nation centraméricaine.

Ainsi, au cours des dernières heures, un recours en inconstitutionnalité de la législation controversée a été déposé devant la Cour suprême de justice, dont l'approbation a annulé des années de lutte qui ont conduit à l'interdiction de cette activité extractive en 2017.

L'instrument juridique a été déposé par diverses organisations telles que le Comité national Monseñor Romero et l'Alliance nationale contre la privatisation de l'eau, qui ont souligné que la loi constitue une véritable menace pour le droit humain au précieux liquide et pour les écosystèmes du pays.

L'alliance a déclaré dans un communiqué que le Salvador ne pouvait pas continuer à rechercher la croissance économique au prix d'une atteinte à l'accès à l'eau de ses citoyens.

La semaine dernière, le Comité national Monseñor Romero avait déjà remis à l'Assemblée législative 150 000 signatures de citoyens opposés à l'activité minière sur le territoire du Salvador.

Plusieurs organisations se sont chargées de recueillir des signatures contre la loi qui, soulignent-elles, n'a pas été soumise à une consultation publique et a été approuvée sans que les organismes publics chargés de l'environnement et de l'eau n'aient émis d'avis sur ses éventuels impacts.

Selon les groupes environnementaux, on estime que cette activité extractive affecterait quelque quatre millions d'habitants du Salvador, dont la population dépasse à peine les six millions.

Dès le début, on a insisté sur le fait que le bassin de la rivière Lempa, qui approvisionne 70 % de la population du pays d'Amérique centrale en précieux liquide, serait menacé.

Depuis l'adoption de la loi, plusieurs actions ont été menées pour exprimer le rejet populaire. En janvier dernier, par exemple, une manifestation pour la vie a été organisée par des jeunes devant la bibliothèque nationale de San Salvador, la capitale.

On ne sait pas encore si des concessions ont déjà été accordées à des compagnies minières étrangères, mais ce qui est clair, c'est qu'une grande partie de la société salvadorienne s'oppose à cette activité extractive, qui n'est pas du tout "durable" comme tente de la présenter le président Bukele, puisqu'elle porte atteinte à l'environnement et à la vie en général.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/379768-les-salvadoriens-disent-non-a-lexploitation-mini%C3%A8re-oui-a-la-vie>



Radio Habana Cuba